

**LISTE DE TÂCHES ET ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES CONCLUSIONS
ET RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION SPÉCIALE
SUR LE FONCTIONNEMENT PRATIQUE DES CONVENTIONS DE LA HAYE
APOSTILLE, NOTIFICATION, OBTENTION DES PREUVES ET ACCÈS À LA JUSTICE
(2 – 12 FÉVRIER 2009) – MISE À JOUR NO 2**

établi par le Bureau Permanent

* * *

**TASK LIST AND STATUS OF IMPLEMENTATION OF CONCLUSIONS
AND RECOMMENDATIONS ADOPTED BY THE SPECIAL COMMISSION
ON THE PRACTICAL OPERATION OF THE HAGUE APOSTILLE, SERVICE,
TAKING OF EVIDENCE AND ACCESS TO JUSTICE CONVENTIONS
(2-12 FEBRUARY 2009) – UPDATE NO 2**

drawn up by the Permanent Bureau

*Document préliminaire No 11 de mars 2012 à l'attention
du Conseil d'avril 2012 sur les affaires générales et la politique de la Conférence*

*Preliminary Document No 11 of March 2012 for the attention
of the Council of April 2012 on General Affairs and Policy of the Conference*

**LISTE DE TÂCHES ET ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES CONCLUSIONS
ET RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION SPÉCIALE
SUR LE FONCTIONNEMENT PRATIQUE DES CONVENTIONS DE LA HAYE
APOSTILLE, NOTIFICATION, OBTENTION DES PREUVES ET ACCÈS À LA JUSTICE
(2 – 12 FÉVRIER 2009) – MISE À JOUR NO 2**

établi par le Bureau Permanent

* * *

**TASK LIST AND STATUS OF IMPLEMENTATION OF CONCLUSIONS
AND RECOMMENDATIONS ADOPTED BY THE SPECIAL COMMISSION
ON THE PRACTICAL OPERATION OF THE HAGUE APOSTILLE, SERVICE,
TAKING OF EVIDENCE AND ACCESS TO JUSTICE CONVENTIONS
(2-12 FEBRUARY 2009) – UPDATE NO 2**

drawn up by the Permanent Bureau

EXPLICATION

Le Document préliminaire No 15 à l'attention du Conseil d'avril 2010 présentait un tableau indiquant l'état général de mise en œuvre des Conclusions et Recommandations (C&R) adoptées par la Commission spéciale de février 2009 (CS 09). Une version mise à jour de ce tableau a été présentée au Conseil d'avril 2011 sous la forme du Document préliminaire No 13. Le tableau, présenté ci-dessous, a été à nouveau mis à jour et étoffé pour tenir compte des développements intervenus depuis avril 2011.

La première partie du tableau mis à jour présente les C&R les plus importantes appelant des actions spécifiques de la part du *Bureau Permanent* (BP) et l'état général de leur mise en œuvre. Ce travail est effectué par le Secrétaire général adjoint (SGA) dans le cadre de ses responsabilités générales, avec l'assistance de deux collaborateurs juridiques (1.6 ETP). Le tableau ne présente que les travaux liés à la CS 09 — aucun des travaux menés par le SGA avec l'assistance des collaborateurs juridiques en question (par ex. d'autres travaux concernant l'entraide judiciaire et administrative, le droit financier, le droit commercial, le contentieux ou en effet les questions d'administration générale menés par le SGA).

La deuxième partie du tableau présente les C&R les plus importantes appelant des actions précises de la part des *États contractants*.

Veuillez noter que ce tableau fait référence à deux documents, établis par le Bureau Permanent à l'attention du Conseil d'avril 2012, concernant le Budget supplémentaire, à savoir les Documents préliminaires Nos 9 A and 9 B (ci-après « Bs 9A » et « Bs 9B » respectivement).

I^{re} partie : Conclusions et Recommandations appelant des actions spécifiques de la part du Bureau Permanent

C&R	Description	Conv.	État / ressources
Commissions spéciales (CS)			
100	Préparer une CS sur la Convention Apostille	A	<ul style="list-style-type: none"> La prochaine CS est prévue du 6 au 9 novembre 2012. Une lettre de convocation confirmant le calendrier de la CS sera envoyée aux Membres ultérieurement. Un Questionnaire sur l'Apostille a été élaboré et envoyé en janvier 2012 aux États membres et non-membres parties à la Convention Apostille, ainsi qu'aux autres États intéressés. Le BP assurera activement le suivi des réponses au Questionnaire pour obtenir le plus grand nombre de réponses possibles. La préparation des résumés et l'analyse des réponses au Questionnaire débiteront en mai 2012. L'ordre du jour de la CS dépendra également de l'analyse des réponses au Questionnaire. L'élaboration du Manuel pratique (qui sera présenté sous la forme d'un Doc. prélim. lors de la CS) est bien avancée (voir <i>infra</i>).
N/A	Préparer une CS sur les Conventions Notification et Preuves	N et P	<ul style="list-style-type: none"> Sous réserve de l'approbation du Conseil, les préparatifs de la CS débiteront dans le courant de l'année. Le Bureau Permanent propose de tenir cette CS dans le courant du quatrième trimestre de 2013 (ou premier trimestre de 2014).

C&R	Description	Conv.	État / ressources
Manuels / Guides / Brochures / Directives			
99	Achever le Manuel pratique (MP) sur le fonctionnement de la Convention Apostille	A	<ul style="list-style-type: none"> • Un projet de MP sera bientôt finalisé. • Le BP prévoit de soumettre ce projet au groupe d'experts qui se réunira à la mi-mai (2012), au BP. • Un projet révisé sera alors diffusé pour commentaires aux États membres et non membres parties en vue de la Commission spéciale de 2012. • La CS sera invitée à approuver le MP. • Le MP est élaboré en interne, avec l'assistance de Bill Fritzlen, avocat-conseil auprès du Département d'État des États-Unis d'Amérique (en détachement à temps partiel flexible).
99	<i>L'ABC de l'Apostille</i> (brochure dérivée du MP destinée au grand public)	A	<ul style="list-style-type: none"> • Versions anglaise et française publiées en format papier et électronique (disponibles sur l'Espace Apostille du site Web de la HCCH). • Version espagnole publiée en format électronique uniquement – version papier sous réserve de ressources supplémentaires (voir Bs 9A : partie B, art. 15 a). • Traduction en russe établie par le Département d'État des États-Unis d'Amérique – publication des versions électronique et papier sous réserve de ressources supplémentaires (voir Bs 9A : partie B, art. 15 b). • Traduction en allemand établie par le Ministère de la justice de l'Autriche et le BP – refonte et finalisation des versions électronique et papier sous réserve de ressources supplémentaires (voir Bs 9A : partie B, art. 15 b).
99	<i>Guide succinct de mise en œuvre</i> (brochure dérivée du MP destinée aux États intéressés à devenir partie à la Convention Apostille)	A	<ul style="list-style-type: none"> • Versions anglaise et française publiées en format papier et électronique (disponibles sur l'Espace Apostille du site Web de la HCCH). • Traduction en espagnol établie par le Ministère de la justice de l'Espagne - publication des versions électronique et papier sous réserve de ressources supplémentaires (voir Bs 9A : partie B, art. 15 d). • Traduction en arabe établie par le Ministère de la justice du Qatar - publication des versions électronique et papier sous réserve de ressources supplémentaires (voir Bs 9A : partie B, art. 15 d). • Traduction et publication de versions dans d'autres langues sous réserve de ressources supplémentaires (voir Bs 9A : partie B, art. 15 d).

C&R	Description	Conv.	État / ressources
58	Réaliser une nouvelle édition du MP sur le fonctionnement de la Convention Preuves	P	<ul style="list-style-type: none"> • Le contenu de l'ancienne édition du MP a été intégralement mis à jour, exception faite du recueil de jurisprudence ; le MP est désormais disponible sur l'Espace Preuves (voir <i>infra</i>). • Les FAQ, schémas explicatifs et tableaux d'application, qui feront partie de la nouvelle édition augmentée du MP, sont en cours de finalisation. Une fois traduits, ils devraient être publiés en format électronique sur l'Espace Preuves. • La préparation d'un recueil de jurisprudence révisé et augmenté (y compris la recherche de jurisprudence et la préparation des commentaires) est en cours, sous réserve de la mise à disponibilité de ressources humaines (par ex. des stagiaires). • Le travail sur le MP (exception faite des travaux susmentionnés) est en suspens en raison du manque de ressources.
41	Préparer une édition révisée (mise à jour) du MP sur la Convention Notification	N	<ul style="list-style-type: none"> • Le suivi des développements pertinents en cours, notamment de la jurisprudence récente. • La mise à jour de l'édition actuelle (publiée en 2006) a commencé et est en cours (en anglais uniquement, pour le moment) • Une version espagnole de l'édition de 2006 a été publiée en 2011 grâce à la contribution financière des États-Unis d'Amérique. • Une version portugaise et deux versions chinoises (chinois traditionnel et simplifié) de l'édition de 2006 ont été publiées en 2010 par la Région administrative spéciale de Macao.
30	Préparer des lignes directrices pour la réalisation du Formulaire modèle	N	<ul style="list-style-type: none"> • Pas encore débuté – sous réserve de ressources supplémentaires (projet prioritaire après le MP sur la Convention Apostille).
58	Élaborer un Guide de bonnes pratiques sur l'utilisation de la liaison vidéo pour faciliter l'obtention des preuves à l'étranger dans le cadre de la Convention	P	<ul style="list-style-type: none"> • Le BP a entrepris une enquête sur la législation et la pratique nationales et régionales, et une étude de la documentation, qui sont actuellement en cours. • Premiers travaux de rédaction d'un Guide abrégé, qui fera partie du MP sur le fonctionnement de la Convention Preuves. • Le BP s'est entretenu avec les représentants du Greffe du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) concernant leur usage des systèmes de visioconférence, et suit, à l'heure actuelle, les développements dans ce domaine dans d'autres organisations internationales.

C&R	Description	Conv.	État / Ressources
			<ul style="list-style-type: none"> • L'achèvement du Guide sera soumis à la consultation des Membres et des États contractants à la Convention Preuves, ce qui pourra nécessiter un bref questionnaire sur les aspects de l'utilisation de la liaison vidéo non couverts dans le Questionnaire de 2008. • Le BP prévoit d'achever le Guide avec l'assistance d'un groupe d'experts informel (voir Bs 9A : partie B, art. 14). L'état actuel du niveau des ressources ne permettra vraisemblablement pas de respecter le délai prévu pour achever ce projet.
39	Suivre et examiner l'impact des nouvelles technologies sur la Convention Notification (en particulier la transmission et l'exécution de demandes de notification et de signification par voie électronique dans le cadre de la Convention)	N	<ul style="list-style-type: none"> • Premiers échanges avec l'Union internationale des Huissiers de Justice — une coopération future sur cette question est très probable.
40	Examiner le cas dans lequel une personne se voit imposer, sous peine de sanction, la production de preuves dans l'État requérant, par le biais d'une demande de notification en application de la Convention	N	<ul style="list-style-type: none"> • Pas encore débuté (priorité faible vu l'état actuel du niveau des ressources).
15	Mener une étude sur les actes extrajudiciaires	N	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi des développements récents en cours (en particulier, observations de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire <i>Roda Golf</i> de 2009 concernant le Règlement correspondant de l'UE, et dans le contexte de l'application de la Convention Notification aux procédures d'arbitrage).
Formulaires			
29	Produire des versions PDF multilingues du Formulaire modèle pour promouvoir son utilisation obligatoire	N	<ul style="list-style-type: none"> • Des formulaires trilingues sont disponibles en format PDF et Word sur le site de la Conférence de La Haye en anglais, français et l'une des autres langues suivantes : tchèque, polonais, russe, slovaque, espagnol, turque et ukrainien. • La finalisation des formulaires trilingues en portugais et chinois (chinois traditionnel et simplifié) est en cours.

C&R	Description	Conv.	État / Ressources
54	Produire des versions PDF multilingues du Formulaire modèle pour promouvoir son utilisation	P	<ul style="list-style-type: none"> • En cours. • Rendre les versions finales des formulaires disponibles en format PDF et Word (si possible)
89	Créer un modèle d'Apostille bilingue (français / anglais) et plusieurs modèles multilingues	A	<ul style="list-style-type: none"> • Des modèles bilingues (français / anglais) et trilingues (espagnol / anglais / français et arabe/ anglais / français) pouvant être remplis en ligne en format PDF et Word sont désormais disponibles sur l'Espace Apostille.
Programme [pilote] d'Apostilles électroniques (e-APP)			
97	Poursuivre le développement et la promotion de l'e-APP	A	<ul style="list-style-type: none"> • La promotion de l'e-APP au niveau mondial et l'aide à la mise en œuvre de celle-ci est en cours. L'e-APP suscite un grand intérêt à l'heure actuelle. • Plus de 60 Autorités compétentes de 13 États ont déjà mis en œuvre soit l'une ou les deux composantes de l'e-APP (le nombre d'Autorités compétentes ne comprend pas les bureaux régionaux des Autorités compétentes officiellement désignées, qui ont peut-être mis en œuvre soit l'une ou les deux composantes de l'e-APP). • L'essentiel du projet <i>de l'e-APP pour l'Europe</i> a été mené à bonne fin en novembre 2011. • Les dispositions administratives et budgétaires pour clore le projet <i>de l'e-APP pour l'Europe</i> sont sur le point d'être finalisées. • Ce projet a permis les réalisations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ le développement d'un système de l'e-APP en Espagne, notamment la création d'un e-Registre centralisé et la diffusion d'e-Apostilles dans l'ensemble du pays. Le système espagnol d'e-APP a été présenté, jusqu'à présent, dans 42 des 44 Autorités compétentes espagnoles ; sa mise en œuvre dans les deux Autorités compétentes restantes sera bientôt terminée. ○ le 6^e Forum international sur l'e-APP (tenu à Madrid en juin 2010) ; et ○ les trois ateliers régionaux – un dans chacun des États associés – le premier atelier s'est tenu à Helsinki (Finlande), le 14 février 2011 ; le deuxième s'est tenu à Prague (République tchèque), le 27 mai 2011 ; le dernier s'est tenu à Paris (France), le 5 octobre 2011. • Le 7^e Forum international sur l'e-APP se tiendra à Izmir (Turquie), les 14 et 15 juin 2012. Les préparatifs de ce Forum, conjointement organisé par le Bureau Permanent, sont en cours.

C&R	Description	Conv.	État / Ressources
98	Réflexion sur la mise en œuvre de l'e-Apostille au moyen de l'échange d'informations techniques et juridiques	A	<ul style="list-style-type: none"> En cours (cela fait partie des discussions générales concernant la mise en œuvre de l'e-APP et l'assistance à cette mise en œuvre, voir ci-dessus).
Site Web			
58	Créer un « Espace Preuves » sur le site web de la HCCH	P	<ul style="list-style-type: none"> Finalisé.
99	Améliorer davantage l'organisation de l'Espace Apostille (à partir du MP et de <i>L'ABC de l'Apostille</i>)	A	<ul style="list-style-type: none"> Finalisé. Une page consacrée à l'e-APP sera lancée bientôt sur le site web de la HCCH
N/A	Améliorer davantage l'organisation de l'Espace Notification	N	<ul style="list-style-type: none"> Finalisé.
Divers			
84	Préserver la confiance dans les Apostilles – assurer le suivi de l'utilisation des Apostilles pour les diplômes, notamment les « diplômes » délivrés par des « usines à diplômes »	A	<ul style="list-style-type: none"> En cours (prise de contact avec les autorités nationales).
7, 66	Promotion des Conventions	A, N	<ul style="list-style-type: none"> Le BP a organisé conjointement des séminaires (ou y a participé) et des conférences au Costa Rica, au Mexique, à Oman, au Qatar, aux Philippines et au Vietnam pour promouvoir la mise en œuvre des Conventions Notification et Apostille ou aider à la mise en œuvre de celles-ci. Des nouvelles missions sont prévues (voir Bs 9B : tableaux 2, 3 et 4, partie B, art. 2). Le BP élabore, à l'heure actuelle, une brochure sur les diverses Conventions en matière d'entraide judiciaire et administrative et contentieux ; la pertinence de ces instruments sur le commerce et les investissements internationaux sera mise en évidence.

C&R	Description	Conv.	État / Ressources
71	Élaborer un système informant automatiquement par courriel les Autorités compétentes des nouveaux États contractants	A	<ul style="list-style-type: none"> • Cette tâche entre dans le cadre du remaniement général du site web de la HCCH, sous réserve des ressources disponibles.
71	Publier des informations sur « l'Espace postille » concernant les autorités précédemment désignées comme Autorités compétentes	A	<ul style="list-style-type: none"> • En cours (informations publiées systématiquement). À l'heure actuelle, l'« Espace Apostille » comprend des informations concernant les autorités précédemment désignées comme Autorités compétentes pour 17 États.
11	Réfléchir à la mise en ligne de certaines parties ou de l'intégralité du MP sur la Convention Notification	N	<ul style="list-style-type: none"> • La rubrique FAQ du MP sur la Convention Notification est désormais disponible sur l'Espace Notification. • Il est nécessaire de réfléchir davantage à la question de savoir si le MP (édition actuelle et futures) doit être publié et mis à disposition sur le site web de la Conférence de La Haye et s'il doit être accessible gratuitement ou de manière payante. Le BP préfère attendre encore avant de mettre à disposition l'édition actuelle (gratuitement) sur le site de la Conférence car certaines versions linguistiques viennent à peine d'être publiées.

II^e partie : Conclusions et Recommandations appelant des actions spécifiques de la part des États contractants (communication au Bureau Permanent)¹

C&R	Tâche	État
Convention Notification		
8, 16, 27	Mise à jour annuelle des informations pertinentes, concernant notamment les autorités, les pratiques et les développements, pour ajout sur l'Espace Notification du site web de la HCCH	Seuls quelques États ont envoyé des informations mises à jour.
Convention Preuves		
51	Les États ayant fait une déclaration générale, non-spécifique, en vertu de l'article 23, sont invités à la reconsidérer et la modifier	Aucun État ayant fait une telle déclaration ne l'a modifiée.
57	Partager avec d'autres États les expériences d'utilisation de la liaison vidéo et autre nouvelle technologie et communiquer ces informations au BP	Aucune information reçue.
Convention Accès à la justice		
64	Fournir au BP un Formulaire modèle permettant l'élaboration de formulaires multilingues qui seront disponibles en ligne	Aucune information reçue.
65	Étude de faisabilité en vue de développer une assistance juridique plus efficace pour des catégories d'affaires comme les créances de faibles montants et / ou les créances incontestées	CAGP 2009 ² : « Le Conseil décide de ne pas inclure, dans le programme de travail, d'étude de faisabilité relative à l'assistance juridique concernant notamment les créances de faible importance ou les créances incontestées (suggérée dans la Conclusion et Recommandation No 65 de la Commission spéciale de février 2009 sur les Conventions Apostille, Notification, Preuves et Accès à la justice), mais de retenir le sujet pour examen futur. »

¹ Les C&R invitant les États à prendre des mesures précises, sans qu'il soit nécessaire d'en informer le BP, ne sont pas énumérées ici (par ex. la promotion des Conventions, l'interprétation uniforme des Conventions, l'utilisation des formulaires modèles, etc.) — pour ces autres mesures, se référer aux C&R correspondantes de la CS 09.

² Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (31 mars – 2 avril 2009).

C&R	Tâche	État
Convention Apostille		
67	Continuer à évaluer la pertinence des objections à de nouvelles adhésions à la Convention	<ul style="list-style-type: none"> • Les Pays-Bas ont retiré leur objection à l'adhésion de l'Azerbaïdjan. • L'Allemagne a retiré son objection à l'adhésion de l'Ukraine. • L'Italie a retiré son objection à l'adhésion de l'Albanie. • L'Autriche, la Belgique, l'Allemagne et la Grèce se sont opposés à l'adhésion du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan.
70, 78	Fournir au BP une mise à jour annuelle des informations concernant leur État aux fins de les rendre disponibles en ligne sur l'Espace Apostille, en indiquant notamment les compétences de chaque Autorité compétente	Plusieurs États ont envoyé des informations mises à jour.
79	Informier le BP de la procédure d'émission d'Apostilles (préciser notamment si elle comprend une ou plusieurs étapes et si des certifications intermédiaires sont nécessaires)	Aucune information reçue.
84	Préserver la confiance dans les Apostilles — assurer le suivi de l'utilisation des Apostilles pour les diplômes, notamment les « diplômes » délivrés par des « usines à diplômes »	Aucun développement.
85	Ajouter à l'Apostille une déclaration indiquant l'effet limité de l'Apostille	Costa Rica, Espagne, Mexique et plusieurs états des États-Unis d'Amérique, ainsi que le Royaume-Uni.
89	Envoyer une copie d'Apostille au BP pour qu'il élabore des versions multilingues	Très peu de copies ont été reçues. Le Questionnaire 2012 sur l'Apostille invite à nouveau les États à envoyer au Bureau Permanent une copie de leur(s) Apostille(s).

C&R	Tâche	État
96	Envisager la mise en œuvre de l'e-APP	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 60 Autorités compétentes de 13 États ont déjà mis en œuvre soit l'une ou les deux composantes de l'e-APP. • Les juridictions suivantes ont manifesté leur intérêt auprès du BP de mettre en œuvre soit l'une ou les deux composantes de l'e-APP : l'Australie, les Bermudes ; le Delaware (États-Unis d'Amérique) ; la Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique) ; la Virginie (États-Unis d'Amérique) ; la Turquie, les Philippines et l'Uruguay. • Plusieurs juridictions ont demandé des informations ou de l'aide concernant la mise en œuvre de l'e-APP.